

Les actions de l'armée tunisienne à Gafsa en 2008 et lors du soulèvement protestataire de 2011

LANDRY SIGNÉ, PHD*

RÉMY SMIDA**

Le 12 janvier 2011, Rachid Ammar, le chef d'état-major de l'armée tunisienne, a refusé d'obtempérer à l'ordre d'ouvrir le feu sur les manifestants que lui avait donné le président Zine El Abidine Ben Ali. Deux jours plus tard, Ben Ali quittait le pays, et la transition du régime commença. Cet élément est trop souvent négligé par les observateurs et les analystes pour expliquer la transition tunisienne. Même si nous ne contestons aucunement la nécessité du rôle joué par les manifestants pour initier le changement de régime, ce soulèvement populaire ne suffit pas à expliquer à lui seul la vitesse à laquelle la transition s'est opérée. Le présent article cherche donc à comprendre pourquoi un régime aussi solide que celui de Ben Ali, qui était craint par l'ensemble du peuple tunisien, s'est effondré un mois à peine après le début du mouvement protestataire. Sans douter un instant de l'importance de la pression populaire, nous prétendons que l'armée a joué un rôle prépondérant dans la chute de Ben Ali. Pourquoi a-t-elle refusé d'obtempérer à l'ordre du président d'ouvrir le feu sur les manifestants ? Le présent article est le premier à comparer deux événements consécutifs au cours desquels l'armée a décidé tantôt d'ouvrir le feu sur sa propre population, tantôt de ne pas le faire : tout d'abord en 2008 lors des manifestations initiées dans la ville de Gafsa et ensuite en 2011, lors du grand soulèvement protestataire du printemps arabe. Quelle a été la logique qui a fondé ces deux décisions ? L'armée en a-t-elle eu assez de la corruption généralisée du régime de Ben Ali ou a-t-elle simplement

*Landry Signé est professeur de sciences politiques à l'Université d'Alaska-Anchorage. Il est un éminent collaborateur du Centre d'études africaines de l'Université Stanford, président du Réseau mondial pour la prospérité de l'Afrique (GNAP), membre du programme boursier de l'Archevêque Tutu, ainsi qu'un des jeunes leaders du Forum économique mondial. Il est titulaire d'un doctorat de l'Université de Montréal.

**Rémy Smida est chercheur au sein du Réseau mondial pour la prospérité de l'Afrique (GNAP) et analyse au sein du Groupe W2O. Il est diplômé de l'Université de Montréal et de la *London School of Economics and Political Science*.

choisi de soutenir la contestation populaire de 2011 parce que c'est ce qu'elle avait de mieux à faire ? Nous essaierons également de répondre à la question des conséquences que cette décision a eues sur les principaux acteurs du soulèvement, en nous concentrant plus particulièrement sur le cas de Ben Ali, des manifestants et du gouvernement français.

Après une analyse des raisons du refus de l'armée d'ouvrir le feu sur les manifestants, nous aborderons les implications de cette décision en analysant pourquoi la dictature de Ben Ali s'est effondrée un mois à peine après l'auto-immolation par le feu de Mohamed Bouazizi devant le siège du gouvernorat de Sidi Bouzid le 17 décembre 2010. Nous expliquerons aussi en quoi l'armée avait intérêt à ne pas obtempérer à l'ordre du président à ce moment précis en raison de l'équilibre des pouvoirs en présence. Nous montrerons ensuite comment cette décision a modifié les motivations de certains acteurs clés du soulèvement et en quoi elle constitue à ce titre un tournant de la vague protestataire. Nous aurons recours à la théorie des jeux pour décrire les interactions intervenues entre le régime de Ben Ali et l'armée, en nous focalisant sur la décision de l'armée d'obtempérer ou pas à l'ordre d'ouvrir le feu sur les manifestants. Enfin, nous comparons les deux manifestations populaires susmentionnées, où l'armée a eu à chaque fois le choix d'obtempérer aux ordres et d'ouvrir le feu sur les manifestants : la révolution du bassin minier de Gafsa en 2008 et le mouvement protestataire de 2011 qui a conduit à la transition du régime tunisien.

Revue de la littérature et contexte

Revue de la littérature

La plupart des études récentes avancent l'ampleur sans précédent du mouvement populaire pour expliquer la fin du régime de Ben Ali. George Joffé explique notamment dans ce cadre que la chute du président était due à l'organisation des manifestations spontanées et souligne le rôle joué dans ce cadre par l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), le principal syndicat du pays¹. Ahmed Jdey, Mohamed-Salah Omri et Ronald A. Judy reconnaissent que les manifestations sociales, et principalement celles fondées sur la défense des principes moraux tels que la liberté, la justice et la démocratie, ont joué un rôle majeur dans le renversement de Ben Ali². Eva Bellin examine la « force de contagion » et l'action collective de la population qui ont permis de faire pression sur le régime³. Randall Kuhn distingue un lien direct entre les améliorations de la condition humaine et la mobilisation sociale⁴. Filipe R. Campante et Davin Chor démontrent pour leur part la façon dont le niveau d'éducation des Tunisiens a affecté le nombre d'oppor-

tunités économiques, soulignant ainsi que le manque d'emploi a été un facteur déclencheur majeur des manifestations menées à l'échelle nationale⁵. Amira Aleya-Sghaier affirme que le chômage des jeunes et l'inégalité ont été à l'origine de la mobilisation et du renversement du régime de Ben Ali⁶. D'autres études aboutissent à des divers résultats et identifient d'autres facteurs, souvent multiples, pour expliquer la transition du régime⁷.

Mais même si les manifestations furent nécessaires pour instaurer le changement de régime en Tunisie, leur occurrence ne suffit pas à expliquer la vitesse à laquelle la transition s'est opérée. Quelques articles seulement osent désigner les dissensions au sein de l'élite, et plus particulièrement le rôle joué par l'armée, comme l'élément déclencheur du changement dans ce pays. Zoltan Barany avance que le manque de soutien de l'armée a contribué de façon essentielle au succès de la mobilisation populaire. Il explique que le manque de considération pour le régime, son rejet de la corruption organisée par le pouvoir exécutif, et le statut apolitique de l'armée professionnelle résident à la base de la volonté de l'armée tunisienne de ne pas ouvrir le feu sur les membres de leur propre population⁸. Bien que les tensions existant entre l'armée tunisienne et le régime aient influencé la décision de l'armée, Barany omet dans son argumentation le fait que l'armée a bel et bien ouvert le feu sur la population au cours de la manifestation de Gafsa en 2008. Par conséquent, le mépris affiché par l'armée tunisienne à l'égard du régime et le statut de cette dernière ne suffisent pas à expliquer la décision des troupes militaires⁹. F. Gregory Gause affirme que l'armée, désireuse de jouer un rôle plus important après la transition, a pris le risque de ne pas soutenir Ben Ali¹⁰. Cette position a toutefois aussi ses limites, dans la mesure où l'armée tunisienne n'a pas participé activement au débat politique, contrairement aux événements survenus en Égypte en 2013¹¹. Les articles disponibles sur le rôle de l'armée dans la chute de Ben Ali ont souvent recours à des raccourcis pour expliquer les raisons de la décision de l'armée. Ajoutons encore que les études susmentionnées se fondent la plupart du temps sur une analyse descriptive plutôt que sur une démonstration explicative en bonne et due forme pour défendre leur point de vue.

Nous avançons que l'armée a pris une décision rationnelle en soutenant le peuple tunisien lors du mouvement protestataire. Les généraux ont ainsi amorcé un virage stratégique qui a déclenché un changement d'attitude dans le chef des principaux acteurs, ce qui a ensuite influencé leurs actions. Nous prétendons par ailleurs que les avantages militaires d'une possible intervention étaient de nature à menacer les intérêts de l'armée. Après avoir présenté un modèle extensif basé sur la théorie des jeux pour démontrer les raisons qu'avait l'armée de refuser d'ouvrir le feu sur la population, nous discutons des implications de cette décision pour

expliquer la chute de la dictature de Ben Ali exactement un mois après l'auto-immolation par le feu de Mohamed Bouazizi.

Les protestations et leur propagation : 2008 vs. 2011

La crise alimentaire de 2008 a conduit à des mouvements protestataires sans précédent dans le bassin minier de Gafsa. Ces actions entendaient dénoncer le chômage, l'inégalité, la corruption qui ronge les procédures de recrutement et l'injustice sociale¹². De janvier à juillet, les manifestations se sont propagées à travers toute la région à la vitesse de l'éclair. De nombreux Tunisiens sont descendus dans la rue, dont des mineurs, des étudiants et des chômeurs. L'intervention de la police et de l'armée fut requise et leurs actions répressives ont mis un terme presque immédiat aux manifestations. Les forces armées ont tiré sur les manifestants (trois morts et dix blessés) et en ont incarcéré des centaines. Les mouvements protestataires finirent par cesser.

En décembre 2010, le suicide de Bouazizi a déclenché une vague contestataire majeure qui s'est propagée à l'échelle nationale en l'espace de deux semaines. La police et les manifestants se sont affrontés dans plusieurs régions et l'armée a été chargée de protéger d'urgence les lieux stratégiques du pays. Le 12 janvier, l'armée a été envoyée dans les villes, où un couvre-feu a été décrété. Ben Ali a ordonné à l'armée d'ouvrir le feu sur tout contrevenant en ne respectant pas le couvre-feu. Mais l'armée a alors refusé d'obéir à l'ordre, et Ammar a été démis de ses fonctions¹³. La première question qu'il convient de se poser dans ce cadre est de savoir pourquoi l'armée a refusé d'obtempérer à l'ordre d'ouvrir le feu sur les manifestants pendant le soulèvement de 2011, mais a accepté de le faire lors des mouvements protestataires de 2008. Avant de tenter de répondre à cette question, il convient d'analyser plus en profondeur la relation entre l'armée et le régime.

L'armée et le régime de Ben Ali : des relations difficiles

L'ancien président tunisien Ben Ali a toujours considéré l'armée tunisienne comme une menace. Il la voyait, à tort, comme un acteur politique de l'élite. Pour cette raison, l'armée a toujours été privée de toute force politique et n'a jamais été institutionnalisée¹⁴. Les troupes tunisiennes n'ont cessé de diminuer en effectifs au cours de la dernière décennie et ne comptaient que 35 000 soldats sous-équipés en 2010¹⁵. Pour dissuader la population de contester sa position hégémonique, Ben Ali a en revanche fondé son pouvoir sur un appareil policier solide, composé de 120 000 membres en 2010. L'armée tunisienne, contrairement à d'autres pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, manque cruellement d'expérience militaire.

De plus, il convient d'ajouter que cet acteur « silencieux » ou « invisible » est dépourvu de puissance économique¹⁶.

Ben Ali lui-même a été général dans l'armée qui a accédé au pouvoir par le biais d'un coup d'état non violent en 1987. Depuis lors, les deux entretiennent une relation conflictuelle. Disposant d'une bonne compréhension des forces armées et de leur puissance, Ben Ali a estimé qu'il était nécessaire d'affaiblir l'armée, par crainte de connaître le même sort que le régime qui l'avait précédé¹⁷. Ces tensions ont atteint leur paroxysme en avril 2002, lorsque « treize officiers militaires tunisiens, dont le général Abdelaziz Skik, chef d'état-major de l'armée tunisienne, furent tués dans un accident d'hélicoptère¹⁸ ». L'armée n'a jamais cru à la théorie du simple accident et a toujours estimé qu'il s'agissait d'un acte délibéré orchestré par Ben Ali, qui se méfiait de l'armée et qui la considérait comme une menace.

La théorie et la méthode

Cette section aborde les aspects théoriques des transitions démocratiques. Elle se penche plus particulièrement sur les théories de mobilisation populaire et de rupture entre élites, en se concentrant davantage sur le rôle joué par l'armée dans les changements de régime.

La mobilisation populaire

Parmi les théories relatives à la mobilisation populaire, une approche consiste à expliquer les transitions démocratiques par la pression exercée par les masses populaires. Elisabeth Wood décrit comment les mouvements insurrectionnels au Salvador et en Afrique du Sud ont influencé les régimes et ont engagé des réformes démocratiques en modifiant les gains des élites¹⁹. Les conflits sur la redistribution des richesses offrent une autre explication de la transition démocratique. Stephan Haggard et Robert Kauffman abordent la question de l'inégalité dans leur analyse de la façon dont la mobilisation populaire menace les élites et augmente le coût de la répression de leur population²⁰. Même si Ben Ali a proposé des réformes non crédibles au cours des derniers jours qui ont précédé son départ en Arabie Saoudite, cette approche a ses limites car elle néglige les intérêts divergents des élites pour expliquer les transitions démocratiques.

Les interactions des élites

La rupture entre les élites du régime peut également expliquer les transitions démocratiques. Guillermo O'Donnell, Philippe C. Schmitter et Laurence Whitehead indiquent que les transitions de régimes autoritaires aux régimes démocra-

tiques sont provoquées par les négociations entre les « radicaux » et les « modérés²¹ ». D'autres études démontrent la façon dont le régime interagit de façon stratégique avec les élites pour orchestrer l'illusion d'une réforme politique. Larry Diamond tente d'expliquer pourquoi la démocratisation ne survient pas dans les pays arabes en décrivant l'attitude stratégique des élites²².

Le rôle de l'armée lors des transitions

La force des liens matériels et non matériels entre les militaires et le régime peut aider à comprendre et à évaluer la capacité d'un régime autoritaire à subsister. En comparant le printemps arabe avec les événements de 1989, Lucan Way démontre que la mobilisation populaire renforce souvent les liens entre le régime et l'armée, empêchant ainsi les revendications démocratiques populaires d'aboutir²³. Les études des transitions démocratiques qui abordent la rupture des intérêts des élites restent limitées dans leur argumentation. Au lieu d'analyser et d'expliquer en détail comment s'opère le jeu des élites, elles se contentent souvent d'une analyse descriptive.

Le modèle extensif de la théorie des jeux pour expliquer les transitions démocratiques

Pour expliquer la chute de Ben Ali en 2011, le présent article se penche à présent sur le rôle joué par l'armée dans les transitions démocratiques et, de façon plus spécifique, sur les interactions stratégiques entre l'armée tunisienne et son régime autoritaire. Notre objectif est d'utiliser la théorie des jeux pour offrir une analyse explicative plus détaillée des interactions entre les élites dudit régime.

Le modèle de Przeworski. Le modèle extensif de la théorie des jeux utilisé ici pour expliquer les transitions tunisiennes est largement inspiré du modèle présenté par Adam Przeworski dans son ouvrage *Democracy and the Market*, ainsi que par une extension de ce même modèle présentée par Lisa Blaydes et James Lo dans leur article « One Man, One Vote, One Time? A Model of Democratization in the Middle East²⁴ ». Przeworski démontre que la transition d'un régime est le résultat de choix et de stratégies intervenant entre des élites politiques et économiques dans un contexte d'incertitude dans une société donnée. La Tunisie répondait assurément à ce postulat de par la période de chômage galopant et la crise économique qu'elle a traversées. Przeworski avance qu'une transition est susceptible de survenir lorsque des groupes d'élites ont une bonne raison de déroger au statu quo et d'imposer un changement de régime, a fortiori en raison de l'absence de liens forts entre le régime et les principaux acteurs de la société. La démocratie émerge d'une négociation entre les élites et, de façon plus spécifique, lorsqu'une

forte unité entre des élites démocratiques concurrentes est créée pour contester le régime autoritaire. Dans son modèle, Przeworski analyse les choix et les stratégies des partisans de la libéralisation dans un régime autoritaire donné et les principaux acteurs de la société civile au moment précis où le régime envisage la libéralisation politique.

Blaydes et Lo et les transitions au Moyen-Orient. Blaydes et Lo extrapolent le modèle de Przeworski et l'appliquent aux transitions politiques au Moyen-Orient²⁵. Ils évaluent deux postulats de Przeworski en se concentrant sur les transitions démocratiques au Moyen-Orient. Tout d'abord, ils intègrent l'incertitude ou les informations incomplètes à l'analyse, dans la mesure où la société civile ne sait peut-être pas nécessairement dans quelle mesure un régime autoritaire préfère la répression à la transition démocratique. Deuxièmement, il remet en question le supposé engagement de la société civile envers les principes démocratiques au Moyen-Orient. Les résultats suggèrent que la démocratie ne peut pas émerger lorsque la capacité de répression d'un régime est trop faible. Troisièmement, il souligne l'importance de l'incertitude des croyances, qui déterminent de façon profonde le type de régime qui suivra la transition²⁶.

Un modèle extensif appliqué à la transition tunisienne. Le modèle présenté dans cet article vise à analyser les interactions stratégiques entre l'armée tunisienne et le régime de Ben Ali qui ont conduit à la transition. Tout d'abord, notre modèle extensif repose sur les travaux de Przeworski et de Blaydes et Lo, que nous avons décrits ci-avant. La présente étude reconnaît la contribution de ces deux scientifiques au modèle de transition de Przeworski, qui avance que l'incertitude est un élément crucial à prendre en considération pour étudier les transitions de régimes. Néanmoins, bien que Blaydes et Lo admettent qu'une information imparfaite de la société civile ait une influence sur le type de régime qui résultera de la transition, notre analyse portera en priorité sur l'incertitude et, de façon plus spécifique, sur l'asymétrie des informations dont disposent les élites tunisiennes, à savoir Ben Ali et l'armée. Cela ne veut pas dire que les manifestants comprenaient parfaitement l'équilibre des pouvoirs lors du soulèvement de 2011. Comme nous l'évoquons dans la dernière partie du présent article, la transition tunisienne reflète l'impact crucial qu'ont eu les élites lorsqu'elles ont décidé d'informer la population de l'équilibre des pouvoirs. Cette attitude stratégique a permis de résoudre le problème de désinformation de la société civile avant la fuite de Ben Ali en Arabie Saoudite.

Notre méthodologie diffère de façon substantielle de celle de la plupart des études menées sur le printemps arabe en raison de l'accent marqué qu'elle place sur l'aspect analytique. La majeure partie des autres études comparent la transition de régime dans les pays arabes au rôle joué par l'armée dans les différentes transi-

tions. Par conséquent, ces analyses se révèlent insuffisamment ciblées, ce qui conduit à une conception erronée de l'économie politique et des différences structurelles inhérentes entre les pays. Cela explique pourquoi nous analysons exclusivement la transition tunisienne. Contrairement au modèle de Przeworski et de Blaydes et Lo, cette étude ne cherche pas à prédire les types de régimes qui pourraient découler de la transition. De trop nombreux facteurs entrent en ligne de compte et, comme l'a démontré l'Égypte avec le renversement par l'armée de l'ancien président Mohamed Morsi, même des prédictions à court terme dans un contexte incertain s'avèrent pratiquement impossibles à formuler.

En tenant compte uniquement du cas tunisien, nous essaierons donc de répondre aux questions suivantes : Pourquoi l'armée a-t-elle refusé d'obtempérer à l'ordre de Ben Ali d'ouvrir le feu sur sa propre population ? De quelle manière cette décision a-t-elle affecté les principaux acteurs de la transition tunisienne ? De quelle manière cette décision a-t-elle précipité la chute du président ?

Le modèle et l'équilibre

Ce modèle décrit l'interaction entre deux acteurs clés : le régime de Ben Ali d'une part et l'armée d'autre part, telle que représentée par son chef d'état-major, le général Rachid Ammar. Le modèle utilise les deux vagues de protestations massives de 2008 et de 2011 pour décrire la décision de l'armée d'accepter ou de refuser l'ordre du président d'ouvrir le feu sur les manifestants, ainsi que l'issue de la révolution²⁷.

Les actions et l'ordre de jeu

Le stade avancé des manifestations en 2008 et 2011 oblige Ben Ali à prendre la première décision en choisissant entre *demandeur à l'armée de réprimer* la manifestation (Répression ?) ou *rester passif (Statu Quo)*.

Dans les deux cas, le *statu quo* (SQ) implique des manifestations massives de la population, qui s'oppose à la police (répression) et à l'armée (dissuasion). Ajoutons que le régime attend les armes, notamment de la France, qui permettraient d'accroître la capacité de répression de Ben Ali en cas de SQ. Le principal postulat que nous posons ici est que le président ne peut pas choisir de réformer le pays en raison de l'état trop avancé des manifestations, qui ne lui permettent pas de faire une concession crédible²⁸.

S'il choisit d'ordonner à l'armée d'ouvrir le feu, Ammar peut l'*accepter* (Accepter) ou le *refuser* (Refuser). Enfin, Ben Ali *restera au pouvoir* (Rester) avec une probabilité p en cas de SQ, une probabilité q si l'armée décide d'ouvrir le feu sur la population, et une probabilité r si l'armée refuse l'ordre d'ouvrir le feu.

Nous identifions quatre issues potentielles à la séquence de jeu présentée ci-dessous (figure 1). Bien que ces scénarios nous aident à comprendre la décision de l'armée de refuser d'ouvrir le feu, nous nous concentrons sur la décision de Ben Ali de quitter ou non le pouvoir, qui constitue l'élément décisif à l'étude.

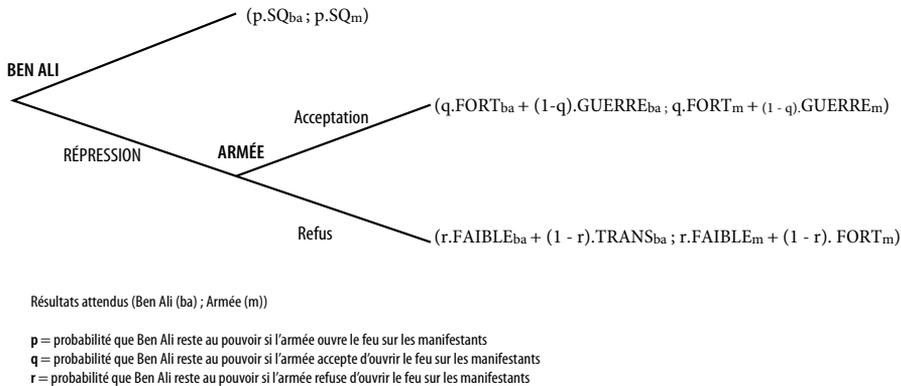


Figure 1. Une séquence de jeu entre Ben Ali et l'armée

Dictature renforcée (FORT). Si l'armée tunisienne accepte d'ouvrir le feu sur sa population et que Ben Ali reste au pouvoir, le bain de sang renforcera probablement la complicité et les intérêts mutuels entre le régime et l'armée.

Civil (GUERRE). Si l'armée accepte d'ouvrir le feu sur la population et que Ben Ali est renversé, il est probable qu'il en résulte une guerre civile prolongée entre les forces pro-régime et les forces anti-régime.

Dictature affaiblie (FAIBLE). Le scénario où l'armée refuse l'ordre de Ben Ali et où celui-ci reste au pouvoir conduit à un régime dictatorial fortement affaibli. La désertion des forces militaires peut être considérée comme un signal fort indiquant la division des forces de sécurité du régime.

Transition de régime (TRANS). Ce scénario correspond à ce qui s'est effectivement passé en Tunisie, une transition de régime soutenue par une coalition entre l'armée et le peuple tunisien. Si l'armée refuse l'ordre de Ben Ali et que ce dernier quitte le pouvoir, on peut s'attendre à une transition du régime, même si le type du nouveau régime ainsi créé reste incertain. Toutefois, nous nous concentrons uniquement sur la transition du régime tunisien en soi, c'est-à-dire sur le maintien ou non au pouvoir de Ben Ali.

Les gains

Le gain de Ben Ali est déterminé par p , q et r , qui décrivent les probabilités qu'il reste en place en vertu des jeux d'équilibre en présence et de l'utilité de rester au

pouvoir qui en résulte. L'utilité est déterminée par le fait qu'il ordonne à l'armée d'ouvrir le feu (Réprimer) ou pas (*Statu quo*). Nous partons ici du principe que le gain de Ben Ali, en cas de SQ, équivaut à 0. Ce postulat repose sur la raison suivante : même si Ben Ali ne peut pas accepter les contestations de son autorité et qu'il est menacé par un certain nombre de manifestants, il attend aussi des armes de la France. Par conséquent, dans la mesure où la société civile peut être renforcée si Ben Ali reste passif, la force répressive peut augmenter si la police et l'armée sont mieux équipées. Le postulat posé ici est simplement que l'équilibre des pouvoirs n'est pas susceptible de changer énormément en cas de SQ. L'équation suivante donne un bon aperçu de ces variations : $p = \text{force répressive} / \text{force de la société civile}$. Le gain de l'armée est également déterminé par la probabilité que Ben Ali reste au pouvoir, compte tenu de l'utilité attendue de son maintien en place. Toutefois, son utilité dépend de l'acceptation ou du refus du chef d'état-major d'obtempérer à l'ordre. En cas de SQ, nous partons du principe que l'utilité attendue pour l'armée est de 0. Dans ce cas, l'armée occupe les points stratégiques du territoire tunisien, mais n'entreprend pas d'action immédiate, ni en faveur ni contre les manifestants.

Les préférences des acteurs

À l'évidence, Ben Ali préfère rester au pouvoir plutôt que d'être renversé. Toutefois, le régime a certainement plus à gagner d'une transition pacifiste que d'une rébellion armée ou d'une guerre civile. Par conséquent, Ben Ali reçoit un gain de -2 si l'issue est une guerre civile (GUERRE) et de -1 en cas de transition pacifiste (TRANS). Intuitivement, il préfère rester au pouvoir, à condition que l'armée accepte de réprimer les manifestations (FORT), plutôt que d'entrer en conflit avec les forces militaires. Par conséquent, un gouvernement plus fort donnera à Ben Ali un gain de 2 et un gain de 1 si le jeu aboutit à un gouvernement affaibli (FAIBLE). Le SQ, comme expliqué ci-dessus, équivaut à 0, dans la mesure où la propagation des manifestations peut être contrebalancée, par exemple, par l'acquisition de nouvelles armes et d'équipements envoyés par les alliés des Tunisiens ou par un affaiblissement des manifestants.

Nous partons du principe que l'armée est indifférente au fait d'ouvrir ou non le feu sur les manifestants, à condition que Ben Ali reste au pouvoir (FORT) dans le premier cas (acceptation) ou que le régime soit renversé (TRANS) dans le deuxième cas (refuser). Dans les deux cas, l'armée recevra un gain de 2 parce que nous partons du principe que son gain est déterminé par l'identité du régime après les mouvements protestataires.

Nous partons également du principe que l'armée est indifférente aux deux issues qui résulteraient d'une mauvaise prédiction : que ce soit dans le cas d'une

guerre civile (GUERRE) ou d'un gouvernement affaibli (FAIBLE), son gain sera de -1. Ce postulat est certes discutable, mais il ne change de toute façon rien à l'équilibre final. Nous l'utilisons dans notre analyse uniquement dans le but de simplifier notre développement. La matrice présentée ci-dessous (tableau 1) décrit les préférences de Ben Ali et de l'armée dans la séquence de jeu.

Tableau 1. Résumé des préférences des acteurs

Acteurs	Ben Ali	Armée
<i>Scénarios</i>		
FORT	2	2
GUERRE	-2	-1
FAIBLE	1	-1
TRANS	-1	2
SQ	0	0

Les postulats

Les probabilités q et r. Les préférences des acteurs et gains dépendent de la probabilité que Ben Ali reste au pouvoir. Par conséquent, cette section tient compte des probabilités p, q et r pour connaître le seuil auquel le président est indifférent au maintien du statu quo ou de la répression des manifestations (Répression), ainsi que le seuil auquel l'armée est indifférente à l'acceptation ou au refus de l'ordre de Ben Ali d'ouvrir le feu sur la population. La probabilité r est supérieure à la probabilité q puisque la capacité répressive du régime augmente lorsque l'armée utilise ses armes. En d'autres termes, il y a une plus grande probabilité que le régime reste en place plus longtemps si l'armée accepte l'ordre de tirer sur les manifestants, même si cette décision ne détermine pas de façon exclusive la chute ou le maintien en place de Ben Ali. Ainsi, q r. La probabilité p, q et r est représentée par la capacité répressive du président vis-à-vis de la force de la société civile (à savoir, $p, q, \text{ et } r = \frac{\text{Capacité de répression}}{\text{Puissance de la société civile}}$)²⁹.

L'asymétrie des informations. En raison de la présence d'informations incomplètes, la décision de Ben Ali d'ordonner l'ouverture du feu sur la population n'est pas parfaitement fondée sur l'utilité attendue de l'armée, puisqu'il ne sait pas à quels moments l'armée refusera d'obéir à son ordre. En d'autres termes, Ben Ali ne dispose que d'informations parcellaires sur le seuil auquel l'armée acceptera d'ouvrir le feu sur les manifestants. Par souci de simplification, nous partons ici du principe que sa décision d'ordonner la répression des manifestations est fondée sur l'attente que l'armée suivra son ordre. Toutefois, l'armée suit son utilité attendue préférentielle compte tenu de notre postulat qu'elle dispose pour sa part d'informations complètes sur l'utilité attendue de Ben Ali. Même si l'armée tunisienne a été perçue comme un acteur « faible » ou « invisible » dans les affaires tunisiennes, elle garde un rôle déterminant, tout particulièrement en raison de cette asymétrie

des informations dont elle a tiré parti. Compte tenu des préférences des acteurs et de l'ordre des probabilités p , q et r , nous sommes à présent en mesure de calculer les quatre équilibres possibles de ce jeu (tableau 2)³⁰.

Tableau 2. Résumé des quatre scénarios

Équilibres	Conditions
(SQ; Accepter)	$(q \leq \frac{1}{2}; q \geq -r + 1)$
(SQ; Refuser)	$(q \leq \frac{1}{2}; q \leq -r + 1)$
(Répression; Accepter)	$(q \geq \frac{1}{2}; q \geq -r + 1)$
(Répression; Refuser)	$(q \geq \frac{1}{2}; q \leq -r + 1)$

Les résultats

La figure 2 illustre nos résultats et contient des informations sur les quatre scénarios abordés ci-dessus, ainsi que les probabilités que Ben Ali reste au pouvoir. Les résultats sont présentés par la ligne $r = q$, dans la mesure où nous partions précédemment du principe que r était inférieur à q , à savoir que la probabilité que le régime reste en place plus longtemps si l'armée accepte l'ordre d'ouvrir le feu sur les manifestants (q) était supérieure à cette même probabilité si l'armée refusait l'ordre d'ouvrir le feu (r). En vertu de notre volonté de comparer les manifestations de 2008 et de 2011, nous vous proposons de nous concentrer sur la zone où $q \geq \frac{1}{2}$. Nous pouvons simplement remarquer ici qu'aucun équilibre n'existe (SQ; Accepter), une possibilité qui peut sembler surprenante de prime abord. Toutefois, elle suggère qu'il n'existe aucune situation où l'armée accepterait de réprimer les manifestants et où Ben Ali préférerait le statu quo. En d'autres termes, à partir du moment où l'armée accepte l'ordre d'ouvrir le feu sur les manifestants, Ben Ali préférera ordonner la répression (Répression ; Accepter).

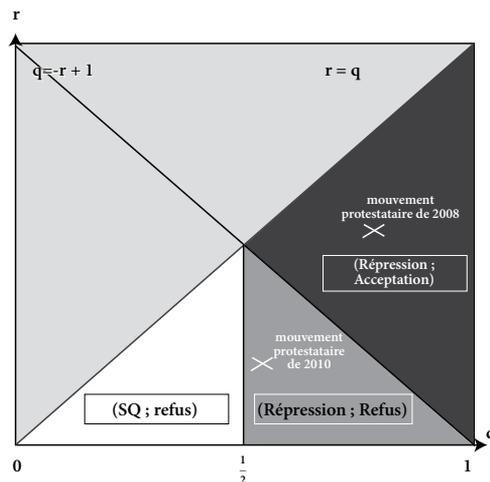


Figure 2. Équilibres du jeu en vertu des probabilités q et r

Proposition 1 : Lorsque q est élevé et non associé à une probabilité r faible, le régime de Ben Ali donnera l'ordre de réprimer sa population et l'armée acceptera cet ordre. De façon plus spécifique, lorsque $q \geq \frac{1}{2}$ et que $q \geq -r + 1$, le régime de Ben Ali choisira l'équilibre (Répression ; Accepter) (c'est-à-dire la zone foncée dans la figure 2). En d'autres termes, lorsque la probabilité que Ben Ali reste au pouvoir, conditionnée par l'acceptation de l'ordre par l'armée, est suffisamment élevée et que la probabilité que le régime reste au pouvoir, conditionnée par le refus de l'ordre par l'armée, est suffisamment élevée, alors Ben Ali décidera de donner l'ordre de réprimer la population et l'armée acceptera cet ordre. Le mouvement protestataire de Gafsa en 2008 peut être représenté dans ce triangle foncé.

Proposition 2 : Lorsque q est élevé et associé à une probabilité r faible, le régime de Ben Ali donnera l'ordre de réprimer sa population, mais l'armée refusera cet ordre. De façon plus spécifique, lorsque $q \geq \frac{1}{2}$ et que $q \geq -r + 1$, le régime de Ben Ali choisira l'équilibre (Répression ; Refuser) (c'est-à-dire la zone grise dans la figure 2). En d'autres termes, lorsque la probabilité que Ben Ali reste au pouvoir, conditionnée par l'acceptation de l'ordre par l'armée, est suffisamment élevée et que la probabilité que le régime reste au pouvoir, conditionnée par le refus de l'ordre par l'armée, est suffisamment faible, alors Ben Ali décidera de donner l'ordre de réprimer la population et l'armée refusera cet ordre. Les soulèvements de 2011, ayant conduit à un changement de régime, sont représentés à l'intérieur de ce triangle.

Le principal argument du présent article est que les décisions des deux acteurs au cours de deux soulèvements populaires différents ont été principalement influencées par une asymétrie des informations disponibles dont l'armée a tiré profit. Dans la mesure où Ben Ali ne s'attendait pas à ce que l'armée envisage de refuser son ordre, il n'a fondé sa décision que sur la probabilité qu'il resterait en place après l'intervention de l'armée. Cette décision était probablement la façon la plus efficace de garder le contrôle pendant les manifestations de 2008. À vrai dire, nous pouvons voir que l'armée a réprimé la population en raison de la probabilité trop élevée que le régime reste en place, même si l'armée avait refusé d'ouvrir le feu. Par conséquent, le régime a pris la « meilleure » décision pour rester au pouvoir. En revanche, le soulèvement de 2011 démontre que l'asymétrie des informations entre le régime et l'armée a été déterminante dans la transition de régime qui s'est ensuivie.

Dans notre cas, l'asymétrie des informations permet à l'armée d'avoir un plus grand contrôle sur les équilibres finaux car les généraux de l'armée disposent de plus d'informations que le régime de Ben Ali. Au cours du soulèvement de 2011, la probabilité que le président reste au pouvoir était en dessous de la ligne $q = r +$

1 parce que les protestations de la population avaient atteint un niveau approchant le point où la probabilité de voir Ben Ali être renversé était plus élevée (proche de $q = \frac{1}{2}$ et $r = 0$). L'équilibre entre la force répressive de Ben Ali et la force de la société civile était tel que l'armée a préféré refuser l'ordre de Ben Ali d'ouvrir le feu sur les manifestants.

Si Ben Ali avait disposé d'informations complètes, il aurait intégré à sa prise de décision la probabilité du refus de l'armée, ce qui aurait changé de façon substantielle nos équilibres et donc que l'issue probable du jeu. Si cela avait été le cas, une plus petite zone aurait représenté l'équilibre entre la décision de Ben Ali de réprimer son peuple et la décision de l'armée de rejeter cet ordre, et Ben Ali aurait préféré le *statu quo* à l'ordre d'ouvrir le feu. Par conséquent, nous pouvons supposer qu'avec des informations complètes, Ben Ali serait resté en place plus longtemps qu'il ne l'a été en réalité.

Toutefois, cet équilibre ne reflète pas la décision de Ben Ali, principalement en raison de l'asymétrie des informations qui ont déstabilisé le régime. En réalité, Ben Ali a donné l'ordre d'ouvrir le feu, que l'armée a ensuite refusé, parce qu'il ne disposait que d'informations incomplètes sur les préférences et les gains probables de l'armée. Donc, nous suggérons que le président aurait eu davantage intérêt, et serait également resté plus longtemps en place, s'il avait préféré la solution du *statu quo*. Nous avons conscience que cette interprétation est exposée à la critique suivante : il est toujours plus facile de tirer des enseignements *a posteriori*. Toutefois, personne n'a été en mesure de prédire un changement de régime aussi rapide en se fondant simplement sur l'illusion de domination qu'avait Ben Ali sur sa propre population et sur les acteurs externes.

Nous avons également essayé d'analyser les interactions stratégiques des élites pour expliquer la transition tunisienne. La section suivante du présent article fournit une analyse détaillée des principales interactions et de l'attitude stratégique qui expliquent en quoi la décision de l'armée tunisienne de ne pas obtempérer à l'ordre de Ben Ali a été déterminante dans la chute de ce dernier.

L'analyse

En dépit des tensions, pourquoi l'armée tunisienne n'a-t-elle jamais tenté un coup d'état ?

Barany suggère que les raisons qui expliquent pourquoi l'armée n'a jamais entrepris d'action contre le régime peuvent également expliquer pourquoi elle n'a jamais essayé de renverser le régime en place³¹. Tout d'abord, le régime de Ben Ali a toujours pris soin de limiter le pouvoir de l'armée, que ce soit en termes d'effectifs,

de budget ou d'attribution de rôles et de responsabilités. Par conséquent, des forces plus influentes dans l'économie politique de la Tunisie ont relégué l'armée au second plan et le gouvernement de Ben Ali a toujours soigneusement fait appel à la police et à d'autres agences spécialisées pour assurer la sécurité et le contrôle de la population tunisienne. De plus, la décision du régime d'envoyer un important contingent d'officiers aux États-Unis pour participer à des formations et à des programmes divers constitue également une autre raison qui révèle le manque d'intérêt de l'armée pour la prise de pouvoir. Le régime tunisien donc a stratégiquement détourné l'attention de l'armée de toutes vellétés politiques³².

Mais la faiblesse institutionnelle de l'armée en Tunisie n'est pas le principal facteur qui explique pourquoi elle n'a jamais tenté de renverser le régime de Ben Ali. Nous avançons que la probabilité qu'il reste au pouvoir était de toute façon trop élevée que pour entreprendre une quelconque tentative de renversement. Dans son ouvrage *The Force of Obedience*, Béatrice Hibou, explique de façon magistrale comment le régime de Ben Ali a été impliqué à chaque niveau de la société tunisienne et a renforcé son pouvoir en apportant satisfaction aux principales élites et aux organisations de la société civile³³. Aussi longtemps que cet équilibre pouvait être préservé, l'armée ne pouvait entreprendre aucune action réaliste contre le régime, en dépit des tensions continues entre les deux forces.

Le mouvement protestataire de 2008 à Gafsa a démontré que l'armée avait la volonté de soutenir le régime et de se rendre coupable de crimes à l'encontre de sa propre population. Contrairement aux événements de 2011, la propagation des manifestations ne constituait pas une menace majeure pour le régime. L'armée n'avait donc d'autre choix que d'agir avec force contre les manifestants. Par analogie à la version extensive de la théorie des jeux que nous avons présentée ci-dessus, nous observons que la probabilité que Ben Ali reste au pouvoir est trop élevée pour que l'armée prenne le risque de se ranger du côté de la population tunisienne. En agissant de la sorte, l'armée aurait en effet dû essayer les représailles du régime et aurait ainsi agi contre ses propres intérêts. Le timing était également crucial : l'expansion des protestations dans toute la région a été très rapide et l'ordre de Ben Ali a été donné lorsque l'équilibre des pouvoirs sur le terrain était clairement à l'avantage du régime. On peut légitimement se demander quelle aurait été la décision de l'armée si le régime avait attendu quelques semaines avant d'ordonner cette répression.

L'importance de l'incertitude et des croyances dans la transition tunisienne

L'armée croyait que l'issue des vagues de protestation était trop incertaine pour entreprendre quelque action contre le régime de Ben Ali. Nous affirmons qu'au jour du 12 janvier 2011, l'armée avait davantage intérêt à refuser l'ordre du pré-

sident d'ouvrir le feu sur les manifestants et que, ce faisant, elle a initié une sorte de coup d'état, qui s'est avéré décisif pour changer le régime en place (son issue préférentielle). Plus précisément, l'équilibre des pouvoirs sur le terrain à ce moment était tel que la probabilité d'avoir un nouveau régime était plus élevée, même si l'armée avait été du côté du régime. Par conséquent, l'armée a estimé que son action de soutien envers la population garantirait presque à coup sûr la transition du régime. En outre, le risque d'ouvrir le feu sur les manifestants était trop élevé, puisque le nouveau gouvernement l'aurait sanctionné pour cet acte. L'armée a donc joué un rôle déterminant dans la fin de l'équilibre que le régime Ben Ali a mis sur pied et entretenu pendant un quart de siècle.

Nous soutenons que Ben Ali aurait dû conserver le *statu quo* au lieu d'ordonner à son armée d'ouvrir le feu. Mais en raison des informations asymétriques dont disposaient les deux groupes, Ben Ali a mal évalué la probabilité que l'armée obtempère à son injonction. Cela ne signifie pas que le *statu quo* aurait permis à Ben Ali de rester en place indéfiniment. Toutefois, il est très probable que s'il avait choisi de conserver le *statu quo*, le président serait resté plus longtemps en place et la répression se serait également prolongée sur une période donnée, de durée incertaine (jours, semaines ou mois).

Ajoutons encore qu'en cas de *statu quo*, il n'est pas certain que l'armée ait choisi le camp des manifestants. Dans la mesure où le coût de la protestation augmente avec le temps pour les manifestants, il n'est pas tenable sur le long terme, que ce soit sur le plan financier, physique ou psychologique. Par conséquent, la probabilité que Ben Ali reste au pouvoir augmentait elle aussi avec le temps et en raison du caractère ténu de l'équilibre des pouvoirs sur le terrain, l'armée n'aurait peut-être pas soutenu la population comme elle l'a fait. Nous avons ainsi démontré que les croyances, l'asymétrie des informations, et le timing ont joué un rôle central dans la transition du régime tunisien.

Le refus d'obtempérer : un signal fort et une marque d'engagement

La décision de l'armée de refuser l'ordre du président a été un signal fort envoyé à la population et aux partisans de Ben Ali à l'étranger. Les raisons suivantes aident à comprendre pourquoi le régime tunisien s'est effondré en un mois à peine après le refus d'obtempérer de l'armée.

Un signal bien reçu par la population. Tout d'abord, le refus de l'armée d'obéir aux injonctions du régime en 2011 a été perçu comme un signal fort indiquant à la population la fin possible et potentiellement proche du régime de Ben Ali. Susanne Lohmann interprète « les manifestations comme une cascade d'information qui a permis de diffuser auprès du grand public certaines informations sur la nature du régime qui avaient été jusque-là dissimulées. Une fois ces infor-

mations entrées dans la sphère publique, la viabilité du régime a été immédiatement compromise³⁴ ». En Tunisie, la nature du régime était relativement connue. Toutefois, lorsque l'armée a refusé de se soumettre à l'ordre de Ben Ali et que cette information s'est propagée, la population a cessé de surestimer la force répressive du régime. Et c'est ainsi que cette décision a très probablement changé la croyance de la population vis-à-vis de la capacité de répression du régime. Cette décision a donc joué un rôle très important dans le renversement du pouvoir en place.

L'armée : l'engagement pour unique issue. Deuxièmement, après avoir refusé l'ordre de Ben Ali, l'armée n'avait d'autre choix que de se ranger du côté de la société civile pour s'assurer de la concrétisation de la transition. Il convient de ne pas confondre cette logique avec celle présentée dans différents journaux français et tunisiens, qui ont avancé que l'armée était l'allié du peuple. L'armée tunisienne est devenue un allié de la population uniquement parce que les deux entités partageaient un même objectif, à savoir la fin du *statu quo*. Lorsque le moment décisif de renverser le pouvoir en place s'est présenté, l'armée a fait un choix logique et rationnel en refusant l'ordre de Ben Ali. Ce choix a eu pour effet de renforcer la société civile, dont la puissance a dépassé la capacité de répression de Ben Ali.

Un avertissement aux alliés tunisiens. Troisièmement, le refus de l'armée de suivre l'ordre de Ben Ali a également été un signal envoyé à ses alliés, indiquant la fin imminente de son régime. N'oublions pas non plus qu'au moment du refus de l'armée tunisienne, des armes françaises étaient sur le point d'être envoyées à la Tunisie pour aider Ben Ali à reprendre le « contrôle » sur sa population. Le timing a donc été un élément crucial. Si le régime avait reçu les armes de la France, la force répressive du président aurait été bien plus importante, et le jeu aurait une nouvelle fois complètement changé, dans la mesure où il aurait été plus qu'incertain que l'armée refuse l'ordre de Ben Ali comme elle l'a fait dans d'autres circonstances. Toutefois, son refus d'ouvrir le feu sur la population a été le reflet de la faiblesse et de la fin imminente du régime de Ben Ali, et après le refus de se conformer du chef d'état-major de l'armée tunisienne, le gouvernement français est revenu sur sa position et n'a pas envoyé d'armes à la Tunisie.

Conclusion

En dépit du manque d'implication de l'armée tunisienne dans la sphère politique et institutionnelle, elle a fortement influencé la transition politique de ce pays en modifiant les règles du jeu. Les derniers articles publiés sur cette question se sont pour la plupart concentrés sur le rôle de la mobilisation populaire. Si nous ne négligeons bien entendu pas le rôle de la population tunisienne, nous maintenons néanmoins que la décision de l'armée de ne pas exécuter l'ordre de Ben Ali a

été un élément prépondérant dans le renversement du régime, dans la mesure où il a envoyé un signal fort aux principaux acteurs du soulèvement, qui ont alors revu leur position sur l'évolution et l'issue possible de cette vague contestataire. Certains articles ont souligné avant nous l'importance cruciale de l'armée dans la chute du régime de Ben Ali, mais leurs analyses sont restées, pour la plupart, de nature descriptive et non explicative. De plus, la version extensive de la théorie des jeux que nous avons utilisée dans le présent article nous permet de voir les différents types d'interactions, les stratégies et les issues possibles qui ont influencé la décision de l'armée. Blaydes et Lo pensent à juste titre que l'incertitude est l'élément clé de la transition d'un régime. Nous en avons de fait tenu compte dans notre analyse³⁵.

Une autre approche permettant d'expliquer pourquoi l'armée a refusé d'obéir porte sur une comparaison des deux événements analysés dans le présent article. La décision de l'armée d'ouvrir le feu sur les manifestants en 2008 est sans doute liée au refus qu'elle a opposé à cette même injonction trois ans plus tard. Toutefois, il conviendrait de calculer en détail les coûts et les bénéfices découlant de l'acceptation de l'armée d'ouvrir le feu sur sa population. Une telle étude doit toutefois être reportée à une date ultérieure, c'est-à-dire au moment où nous pourrions disposer des archives de l'événement. En effet, menée aujourd'hui, cette approche manquerait nécessairement de certains événements clés encore inconnus à l'heure actuelle, comme les éventuelles indemnités de l'armée par Ben Ali. Notre approche est plutôt basée sur les éléments que nous connaissons et sur l'incertitude qui subsiste quant au changement de régime.

Enfin, il serait intéressant de consulter d'autres études portant sur la puissance commerciale en Tunisie et sur son influence sur la transition de régime. Nous devons admettre que la famille Trabelsi (la famille de la femme du président) a agi de façon non conventionnelle avant les soulèvements de 2011, ce qui serait de nature à fausser l'analyse (elle a notamment obligé les banques et les entreprises à lui « prêter » de l'argent). Néanmoins, une telle étude nous permettrait de comprendre dans quelle mesure l'insatisfaction des entreprises est associée à la décision de l'armée de ne pas acquiescer à l'ordre du régime de Ben Ali. Dans ce cadre, les études explorant la façon dont les élites de la vie économique et militaire ont interagi avant la transition s'avèreraient d'un intérêt tout particulier.

Notes

1. JOFFÉ, George, « The Arab Spring in North Africa: Origins and Prospects », *Journal of North African Studies* 16, n° 4, 2011, pp. 507-32.

2. JDEY, Ahmed, OMRI, Mohamed-Salah et JUDY, R. A., « A History of Tunisia, janvier 14, 2011 : The End of a Dictator and the Beginning of Democratic Construction », *Boundary 2* 39, n° 1, 2012, pp. 69-86.

3. BELLIN, Eva, « Reconsidering the Robustness of Authoritarianism in the Middle East: Lessons from the Arab Spring », *Comparative Politics* 44, n° 2, janvier 2012, pp. 127-49.

4. KUHN, Randall, « On the Role of Human Development in the Arab Spring », *Population and Development Review* 38, n° 4, 2012, pp. 649-83.

5. CAMPANTE, Filipe R. et CHOR, Davin, « Why Was the Arab World Poised for Revolution? Schooling, Economic Opportunities, and the Arab Spring », *Journal of Economic Perspectives* 26, n° 2, 2012, pp. 167-88.

6. ALEYA-SGHAIER, Amira, « The Tunisian Revolution: The Revolution of Dignity », *Journal of the Middle East and Africa* 3, n° 1, 2012, pp. 18-45.

7. SCHRAEDER, Peter J. et REDISSI, Hamadi, « Ben Ali's Fall », *Journal of Democracy* 22, n° 3, juillet 2011, pp. 5-19 ; et MURPHY, Emma C., « The Tunisian Uprising and the Precarious Path to Democracy », *Mediterranean Politics* 16, n° 2, juillet 2011, pp. 299-305.

8. BARANY, Zoltan, « Comparing the Arab Revolts: The Role of the Military », *Journal of Democracy* 22, n° 4, octobre 2011, pp. 24-35.

9. *Id.*

10. GAUSE, F. Gregory III, « Why Middle East Studies Missed the Arab Spring: The Myth of Authoritarian Stability », *Foreign Affairs*, juillet/août 2011, www.foreignaffairs.com/articles/north-africa/2011-07-01/why-middle-east-studies-missed-arab-spring.

11. DALCOURA, Katerina, « The 2011 Uprisings in the Arab Middle East: Political Change and Geopolitical Implications », *International Affairs* 88, n° 1, janvier 2012, pp. 63-79.

12. CLOUTIER, Jean-Daniel, « Mobilisations populaires et changements politiques en Afrique du Nord: Une analyse du 'Printemps arabe' en Égypte et Tunisie » (thèse de doctorat, Université d'Ottawa, 2012).

13. MURPHY, « *Tunisian Uprising* ».

14. WAY, Lucan, « Comparing the Arab Revolts: The Lessons of 1989 », *Journal of Democracy* 22, n° 4, octobre 2011, pp. 17-27.

15. International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance, 2009-2010*, Oxford, UK : Oxford University Press, 2010.

16. ANDERSON, Lisa, « Demystifying the Arab Spring: Parsing the Differences between Tunisia, Egypt, and Libya », *Foreign Affairs* 90, n° 3, mai-juin 2011, pp. 2-7, www.foreignaffairs.com/articles/67693/lisa-anderson/demystifying-the-arab-spring.

17. MURPHY, « *Tunisian Uprising* ».

18. « Tunisian Army Chief Dies in Air Crash », *BBC News*, 1er mai 2002, http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/middle_east/1962415.stm.

19. WOOD, Elisabeth, « Peasant Political Mobilization in El Salvador: The Contribution of Emotional in-Process Benefits », in *Passionate Politics: Emotions and Social Movements*, éd. Jeff Goodwin, James M. Jasper, and Francesca Polletta, Chicago : University of Chicago Press, 2001, pp. 267-81.

20. HAGGARD, Stephan et KAUFMAN, Robert R., « Inequality and Regime Change: Democratic Transitions and the Stability of Democratic Rule », *American Political Science Review* 106, n° 3, août 2012, pp. 495-516.

21. O'DONNELL, Guillermo, SCHMITTER, Philippe C, et WHITEHEAD, Laurence, éd., *Transitions from Authoritarian Rule: Prospects for Democracy*, 4 vols, Baltimore : Johns Hopkins University Press, 1986.

22. DIAMOND, Larry, « Why Are There No Arab Democracies? », *Journal of Democracy* 21, n° 1, janvier 2010, pp. 93-104.

23. WAY, « *Comparing the Arab Revolts* ». Le principal argument avancé par Way peut être résumé de la façon suivante : « le plus souvent, les autocrates délaissent le pouvoir, non pas de leur propre initiative, mais parce que leurs principaux alliés politiques, économiques et militaires les forcent à le faire une fois qu'ils ont décrété que le régime ne valait plus la peine d'être soutenu. La disposition des élites à soutenir le régime lors d'une crise est généralement plus cruciale à sa survie que le nombre de manifestants dans la rue. Le président

tunisien Zine al Abidine Ben Ali aurait donc été contraint de quitter le pays par l'action de milliers de manifestants en colère, alors que même que la taille de cette foule ne permettait aucunement de penser qu'elle était en mesure de rivaliser avec les effectifs de l'armée et la police, même si sa taille restait conséquente par rapport à la taille du pays »(p. 19).

24. PRZEWORSKI, Adam, *Democracy and the Market: Political and Economic Reforms in Eastern Europe and Latin America*, Cambridge, UK : Cambridge University Press, 1991 ; et BLAYDES, Lisa et LO, James, « One Man, One Vote, One Time? A Model of Democratization in the Middle East », *Journal of Theoretical Politics* 24, n° 1, janvier 2012, pp. 110-46. Blaydes et Lo présentent leur méthodologie comme suit : « Nous étendons le modèle canonique de transition politique développé par Adam Przeworski dans son ouvrage *Democracy and the Market*, Przeworski, 1991, afin d'y inclure deux types d'incertitudes. La première, discutée dans la conceptualisation originale de Przeworski, se rapporte à l'incertitude de la société civile à l'égard de la volonté des partisans de la libéralisation du régime de pratiquer la répression. La seconde implique l'incertitude des partisans de la libéralisation du régime vis-à-vis de l'engagement de la société civile envers la démocratie(3) ».

25. BLAYDES et LO, « *One Man, One Vote, One Time?* »

26. Blaydes et Lo présentent leur argumentaire comme suit : « La solution proposée comporte une série d'éléments clés. Le premier est que l'existence de l'incertitude ouvre la voie à la transition démocratique. Deuxièmement, une transition démocratique est uniquement possible lorsque la capacité de répression d'un régime dépasse un certain seuil. Compte tenu de ces conditions, la démocratie survient lorsque les partisans de la libéralisation du régime qui préfèrent la démocratie à une dictature étriquée interagissent avec la société civile pour faire valoir les principes démocratiques(3) ».

27. D'autres chefs de la sécurité, notamment issus de la police et de la garde rapprochée du président, ont joué un rôle sur la décision de Ben Ali. Nous partons néanmoins du principe que l'armée était l'acteur décisif de la chute de Ben Ali.

28. Même si Ben Ali a fait d'énormes concessions le jour qui a précédé sa fuite, nous ne pouvons pas vraiment affirmer que la population voyait cette promesse de réforme comme un engagement crédible. Il est intéressant de constater que les concessions de Ben Ali semblent partager beaucoup de similitudes avec le dernier discours du dictateur roumain Nicolae Ceausescu, au cours duquel il promit le même type de concessions à son peuple.

29. BLAYDES et LO, « *One Man, One Vote, One Time?* »

30. Tout d'abord, l'équilibre (SQ; Accepter) décrit la situation où Ben Ali choisit de conserver le *statu quo* alors que l'armée décide d'accepter l'ordre d'ouvrir le feu. Cette condition est donnée par les deux inégalités suivantes :

$$\bullet \quad q.FORT_{ba} + (1 - q).GUERRE_{ba} \leq p.SQ_{ba}$$

Dans la mesure où Ben Ali reçoit un gain de 0 en cas de *statu quo*, de 2 si l'armée accepte l'ordre de réprimer les manifestations et que ben Ali reste au pouvoir (FORT) et de -2 si l'armée accepte l'ordre de réprimer les manifestations et que Ben Ali quitte le pouvoir (GUERRE), l'équation précédente devient $2q + (-1).(1-q) \leq 0$

En simplifiant, nous obtenons $q \leq \frac{1}{2}$

En d'autres termes, nous pouvons dire que le régime de Ben Ali choisira le *statu quo* lorsque la probabilité qu'il quitte le pouvoir est égale ou inférieure à 1/2.

$$\bullet \quad q.FORT_m + (1 - q).GUERRE_m \geq r.FAIBLE_m + (1 - r).FORT_m$$

En suivant la même logique de calcul, nous obtenons

$$2q - 2(1-q) \geq -r + 2.(1-r)$$

En simplifiant, nous obtenons $q \geq -r + 1$

Par conséquent, l'équilibre (SQ; Acceptation) équivaut à ($q \leq \frac{1}{2}$; $q \geq -r + 1$) .

Deuxièmement, il y a un équilibre (SQ; Refus) lorsque Ben Ali choisit de maintenir le statu quo alors que l'armée décide de rejeter son ordre et de ne pas ouvrir le feu sur les manifestants. Cette condition est donnée par les inégalités suivantes :

$$\bullet \quad q.FORT_{ba} + (1 - q). GUERRE_{ba} \leq p.SQ_{ba}$$

Comme précédemment, nous obtenons $q \leq \frac{1}{2}$

$$\bullet \quad q.FORT_m + (1 - q). GUERRE_m \leq r.FAIBLE_m + (1 - r). FORT_m$$

En suivant la même logique de calcul que précédemment, nous obtenons $q \leq -r + 1$

Par conséquent, l'équilibre (SQ; Refus) équivaut à $(q \leq \frac{1}{2} ; q \leq -r + 1)$.

Troisièmement, l'équilibre (Répression ; Accepter) existe lorsque le régime de Ben Ali décide de réprimer sa population et que l'armée accepte cet ordre. Les inégalités suivantes définissent cette situation :

$$\bullet \quad q.FORT_{ba} + (1 - q). GUERRE_{ba} \geq p.SQ_{ba}$$

Contrairement à précédemment, nous obtenons $q \geq \frac{1}{2}$

$$\bullet \quad q.FORT_m + (1 - q). GUERRE_m \geq r.FAIBLE_m + (1 - r). FORT_m$$

Dans cette situation, nous obtenons $q \geq -r + 1$

Par conséquent, l'équilibre (Répression ; Accepter) équivaut à $(q \geq \frac{1}{2} ; q \geq -r + 1)$.

Quatrièmement, (Répression ; Refuser) est un équilibre où le régime de Ben Ali donne l'ordre de réprimer les manifestants et où l'armée refuse cet ordre. Cette situation doit satisfaire les inégalités suivantes :

$$\bullet \quad q.FORT_{ba} + (1 - q). GUERRE_{ba} \geq p.SQ_{ba}$$

Nous obtenons $q \geq \frac{1}{2}$

$$\bullet \quad q.FORT_m + (1 - q). GUERRE_m \leq r.FAIBLE_m + (1 - r). FORT_m$$

En suivant la même logique de calcul que précédemment, nous obtenons $q \leq -r + 1$

Par conséquent, l'équilibre (Répression ; Refuser) équivaut à $(q \geq \frac{1}{2} ; q \leq -r + 1)$.

31. BARANY, « *Comparing the Arab Revolts* ».

32. *Id.*

33. HIBIU, Béatrice, *The Force of Obedience: The Political Economy of Repression in Tunisia*, Cambridge, MA: Polity Press, 2011.

34. LOHMANN, Susanne, « The Dynamics of Informational Cascades: The Monday Demonstrations in Leipzig, East Germany, 1989-91 », *World Politics* 47, n° 1, octobre 1994, p. 44.

35. BLAYDES et LO, James, « *One Man, One Vote, One Time?* »